

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 MONTAUBAN

MONTAUBAN, le 13/10/23

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COUDERC

Rescoundut
12200 Villefranche-de-Rouergue

Références : 2023-1275
Code AIOT : 0006803139

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2023 dans l'établissement COUDERC implanté Araisnée 82160 Puylagarde. L'inspection a été annoncée le 08/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COUDERC
- Araisnée 82160 Puylagarde
- Code AIOT : 0006803139
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une carrière exploité sous le régime de l'autorisation de la rubrique 2510 pour une production maximale de 300 tonnes par an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative du site.
- Conditions d'exploitation (Abattage à l'explosif, Front d'abattage, Sécurité du public, bande

d'isolement)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Activité	Arrêté Préfectoral du 09/01/2004, article 5	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Abattage à l'explosif	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.4.	/	Sans objet
2	Front d'abattage.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.6.	/	Sans objet
3	Sécurité du public.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	/	Sans objet
4	Bande d'isolement	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14 > 14.1.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté l'absence d'activité sur le site. L'arrêté préfectoral arrivant à échéance en 2024, l'exploitant doit préciser l'échéancier et les modalités de remise en état.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Abattage à l'explosif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Abattage à l'explosif
Prescription contrôlée : Dans le cas où l'abattage du gisement est réalisé avec des substances explosives, l'exploitant définit un plan de tir. L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs. Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.
Constats : Le jour de l'inspection l'exploitant indique ne pas utiliser d'explosifs pour son activité et indique également qu'il n'y a pas eu d'activité en 2022 et 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Front d'abattage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.6.
Thème(s) : Risques accidentels, Front d'abattage.
Prescription contrôlée : Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs. À moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement.
Constats : Le jour de l'inspection il est constaté la présence d'un front d'environ 3 mètres maximum.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Sécurité du public.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité du public.
Prescription contrôlée : L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.
Constats : Le jour de l'inspection il est constaté que le périmètre de l'installation est clôturé et il y a la présence de pancartes signalant le danger.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Exploitations à ciel ouvert

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14 > 14.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitations à ciel ouvert
Prescription contrôlée : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : Le jour de l'inspection il n'est pas constaté d'exploitation à moins de 10 mètres des limites du périmètre autorisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2004, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Durée de l'autorisation
Prescription contrôlée : L'autorisation valable pour une durée de 20 ans à compter de la notification du présent arrêté, est accordée [...] <p>Cette durée inclut la remise en état complète des terrains visés à l'article 1er. [...]</p> <p>Toutefois cette autorisation cesse d'avoir effet dans le cas où elle n'aurait pas été utilisée dans les trois ans suivant sa notification ou dans le cas où l'exploitation est interrompue pendant plus de deux ans.</p>
Constats : L'inspection des installations classées a constaté l'absence d'activité sur le site. <p>L'exploitant indique qu'il n'a pas eu d'activité en 2022 et 2023.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle que l'exploitation arrive à échéance en 2024 et que la remise en état du site doit être réalisée avant cette échéance.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre un échéancier de remise en état de l'installation qui doit être réalisée conformément à l'arrêté d'autorisation du 9 janvier 2004 et selon les modalités des articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours